

LE REVENU DE BASE DANS UN MONDE FINI

Gaël GIRAUD

Études, 2020/12 Décembre

Dans un contexte de crise sociale croissante et face à la nécessaire transformation écologique de nos sociétés, la question du revenu universel doit être examinée à frais nouveaux, indépendamment du mythe de la robotisation du monde. C'est, en bien des cas, un moyen d'assurer un travail digne pour le plus grand nombre, qui permet aux plus défavorisés d'échapper à l'ubérisation du marché de l'emploi. Des expérimentations montrent que sa mise en œuvre peut être profitable à la société.

Comme l'observe Jean-Marc Ferry¹, la campagne présidentielle de 2017 n'a pas permis d'aborder correctement la question du revenu universel au sein du débat public français. L'une des raisons majeures de cet échec, à mon avis, tient à l'erreur de diagnostic qui sous-tendait la prise de position du candidat du Parti socialiste. L'introduction d'un revenu universel en France était en effet motivée par la perspective d'une disparition du travail humain, rendu obsolète par la robotisation de nos sociétés. Cette perspective semble négliger entièrement l'empreinte matérielle des machines. Pour remplir les services que nous exigeons de lui, un robot a besoin de minerais et d'énergie. Or ce sont précisément les deux denrées qui vont devenir rares dans les années à venir. Cela implique-t-il que l'utopie d'un revenu universel soit elle-même obsolète ? Nullement. Mais il faut la considérer à partir d'une autre perspective : non plus la disparition du travail mais la nécessité de garde-fous qui garantissent un travail humain décent au plus grand nombre, à contre-courant des formes déguisées d'esclavage qui refont surface aujourd'hui.

1. J.-M. Ferry, *Comment peut-on être européen ?*, Calmann-Lévy, 2020, p. 171.

C'est dans ce contexte que l'on peut entendre l'appel formulé par le pape François dans sa lettre aux mouvements et organisations populaires du dimanche de Pâques, le 12 avril dernier : « Sans doute est-il temps de penser à un salaire universel qui reconnaisse et rende leur dignité aux nobles tâches irremplaçables que vous effectuez, un salaire capable de garantir et de faire de ce slogan, si humain et chrétien, une réalité : pas de travailleur sans droits². »

Cette affirmation signifie-t-elle que l'inspiration évangélique invite à embrasser la cause d'un revenu universel, versé à tous et sans condition ? La question mérite d'autant plus d'être posée que la gestion catastrophique de la pandémie du coronavirus par bon nombre de pays, y compris la France, menace de plonger une grande part de notre planète dans une dépression économique au moins aussi grave que celle qu'a connue l'Occident durant les années trente. Dans le contexte d'explosion du chômage et de misère sociale qui sera désormais le nôtre pour la décennie 2020, y compris dans une large part de l'Europe et des États-Unis, un « salaire universel » fait-il partie des dispositifs qui pourraient nous aider à sortir de la trappe déflationniste³ ? Peut-il même contribuer à résoudre l'énorme défi de la pauvreté dans le monde ? De manière plus modeste, peut-il contrecarrer la tentation d'abolir davantage encore le droit du travail, au motif qu'il faudrait en réduire le coût, pour *in fine* renouer avec des formes, non pas de robotisation du monde, mais d'esclavagisation des plus défavorisés ?

L'empreinte matérielle des machines

Il y a deux mille ans, à Chypre, il suffisait de se baisser pour gratter le sol et trouver du cuivre. C'est ce qui a donné le nom à cette île de la Méditerranée. La densité des réserves de cuivre dans lesquelles l'humanité puise aujourd'hui n'est plus que de 1 %, là où elle était encore de 5 %, il y a vingt ans. Et l'on s'en doute : le coût en eau et en

2. François, « Lettre du pape François aux mouvements populaires », 12 avril 2020, sur www.vatican.va/content/vatican/fr.html

3. Laquelle menace l'Europe depuis plusieurs années (cf. G. Giraud, « Après le krach des dettes publiques, reconstruire », *Études*, n° 4154, octobre 2011, pp. 317-328), et sera renforcée par l'austérité budgétaire pratiquée en France (même déguisée en « plan de relance », voir le rapport de l'Institut Rousseau, « Illusions et impasses du budget 2021 et du plan de relance sur la question écologique : nos pistes pour faire autrement », sur www.institut-rousseau.fr/nos-travaux).

énergie d'extraction du métal n'est pas une fonction linéaire, mais exponentielle, de la quantité de terre qu'il faut déblayer et filtrer. Or le cuivre fait l'objet d'usages industriels massifs et sera encore plus nécessaire demain lorsque nous nous serons enfin décidés à substituer des énergies renouvelables aux hydrocarbures fossiles : les infrastructures liées au solaire, par exemple, sont plus gourmandes en cuivre que ne le sont celles qui sont associées au charbon, au pétrole et au gaz. Selon toute vraisemblance, la planète devrait atteindre son pic d'extraction du cuivre autour de 2060⁴. Cela ne signifie nullement qu'il n'y aura plus de cuivre dans le sous-sol terrestre en 2061⁵ mais que, désormais, il ne sera plus possible d'en augmenter le flux extrait chaque année du sous-sol. Ces considérations ne relèvent nullement d'une forme malade de malthusianisme imaginaire mais de l'observation scientifique des ressources minières où nous puisons les ressources qui, aujourd'hui, nous font vivre. Le pic du pétrole avec des techniques conventionnelles d'extraction a été atteint au niveau planétaire autour de 2006. Toutes les ressources « naturelles », parce qu'elles sont finies, connaissent un pic d'extraction dès lors que nous les exploitons à un rythme supérieur à celui auquel elles se renouvellent.

Globalement, il faut toujours plus d'énergie et d'eau pour exploiter des métaux de plus en plus difficiles à extraire et il faut toujours plus de métaux pour produire de l'énergie : l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste, par exemple, qui permet seule de crever le plafond atteint en 2006 des 90 millions de barils extraits quotidiennement, exige la multiplication des puits et donc un usage accru de métaux. De même, l'« électronicisation » de nos vies, depuis une quarantaine d'années, a profondément transformé notre dépendance aux minerais et aux métaux qu'ils contiennent. Jusqu'aux années 1980, l'industrie mondiale reposait sur une trentaine de « grands métaux » (fer, aluminium, cuivre, zinc, plomb...). Ceux-ci continuent de faire l'objet d'une exploitation en croissance exponentielle du fait de l'industrialisation,

4. Cyril François, Gaël Girard, Fatma Zahra Rostom et Olivier Vidal, « Prey-Predator Long-Term Modelling of Copper Reserves, Production, Recycling, Price and Cost of Production », *Environmental Science and Technology*, n° 53 (19), octobre 2019, pp. 1132-1133.

5. De même, les alertes lancées par l'équipe Meadows dans son célèbre rapport au Club de Rome de 1972 (*Halte à la croissance?*, Fayard, 1972, et Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Randers, *Les limites à la croissance [dans un monde fini]. Le rapport Meadows, trente ans après*, Rue de l'échiquier, 2012) n'ont jamais « prédit » la « fin du pétrole dans quarante ans ». L'attribution de cette thèse fantaisiste au travail extrêmement rigoureux réalisé par ces chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) serait-elle destinée à discréditer l'un des plus remarquables exercices de prospective jamais réalisés par l'humanité ? Voir Gaya Branderhorst, « Update to Limits to Growth : Comparing the World3 Model With Empirical Data », Harvard Extension School, 2020, sur <https://dash.harvard.edu/>, qui confirme l'extraordinaire qualité de ce travail.

« Une telle industrie « verte » exigera plus de main-d'œuvre que le monde thermo-industriel d'aujourd'hui »

de l'urbanisation et de la motorisation des pays émergents. Mais, et c'est nouveau, des « petits métaux » s'ajoutent aujourd'hui aux « grands » (le gallium dans les diodes électroluminescentes, l'indium

dans les écrans plats, le cobalt dans les batteries au lithium...), de sorte qu'une soixantaine de métaux sont à présent couramment exploités. C'est le prix à payer de l'invasion de nos existences par l'électronique. Or les

uns comme les autres connaîtront tôt ou tard des pics d'extraction, exigeant d'être utilisés avec la plus grande parcimonie dès aujourd'hui et, plus encore, d'être systématiquement recyclés. Las, les « petits métaux » sont beaucoup plus difficiles à recycler que les « grands » : pour beaucoup, le taux de recyclage envisageable n'excède pas 15 %.

Les contraintes écologiques nous imposent donc une bifurcation d'un tout autre ordre que celle qui, dans la science-fiction transhumaniste d'inspiration gnostique⁶, est supposée accompagner la prise de pouvoir du monde par des machines intelligentes : à rebours de la miniaturisation et de l'obsolescence programmée, il nous faut inventer une industrie *low-tech*, dont l'empreinte matérielle soit la plus faible possible, qui renonce, non à l'électricité, mais à la microélectronique partout où cela est possible (excepté dans certains secteurs stratégiques comme la santé ou la défense) et qui s'organise autour de produits manufacturés très simples, faciles à réparer et à recycler. Aucun doute qu'une telle industrie « verte » exigera beaucoup plus de main-d'œuvre que le monde thermo-industriel d'aujourd'hui. Si nous ne prenons pas ce tournant, les contraintes physiques s'imposeront à nous encore plus durement qu'elles ne le font déjà : l'armée américaine prévient dès à présent que, si rien n'est fait, les États-Unis connaîtront des *black-out* électriques à répétition au cours de la décennie 2020 du fait de l'usage intensif de l'air conditionné induit par le réchauffement climatique, qui pourraient rendre l'armée la plus puissante au monde incapable de mener à bien ses missions⁷. La paralysie du réseau électrique s'observe aujourd'hui en Californie...

6. Cf. G. Giraud, *Composer un monde en commun. Une théologie politique de l'Anthropocène*, Seuil, à paraître en avril 2021.

7. « Implications of Climate Change for the US Army », rapport coordonné par le Pentagone, la Defense Intelligence Agency (DIA) et la National Aeronautics and Space Administration (NASA), publié en août 2019, sur <https://climateandsecurity.org/>

Il n'est pas inutile d'insister sur cet aspect *matériel* de nos existences parce qu'en moins de deux générations, leur « électronicisation » a eu un puissant effet de déréalisation : beaucoup d'entre nous prennent leurs rêves numériques pour la réalité et préfèrent s'enfermer dans le déni d'un techno-optimisme sans fondement scientifique plutôt que d'interrompre le rêve éveillé où nous maintenons nos écrans⁸. Qui peut croire que, dans le monde aux ressources naturelles raréfiées qui s'esquisse dès à présent, l'extermination des abeilles (induite notamment par les néonicotinoïdes que nous venons de réintroduire en France) sera compensée par une pollinisation effectuée au moyen de drones armés de bras mécaniques ? La réalité est bien plus prosaïque, elle s'observe déjà dans certaines campagnes chinoises : en milieu rural, ce sont des femmes pauvres qui pollinisent à la main pour éviter l'effondrement de l'agriculture locale. Que la social-démocratie française ait pu un moment embrasser l'imaginaire de la robotisation universelle témoigne de la déprise d'une partie de nos élites à l'égard du réel.

La seule raison pour laquelle la catastrophe écologique pourrait induire une réduction de la quantité de travail demandée par le secteur productif de l'économie mondiale est à chercher non dans l'invasion du monde par des robots, mais dans la contraction de l'approvisionnement énergétique et minéral de nos sociétés. Dans l'exacte mesure où l'emploi (y compris agricole) est étroitement dépendant de machines qui ne peuvent fonctionner sans énergie ni matière, les différents « pics » d'extraction en cours ou à venir peuvent induire une contraction de la demande de travail : pic du phosphate d'ici 2040, du cuivre avant 2060, du pétrole non conventionnel avant 2060 (et peut-être dès la décennie 2020). Mais cela signifierait très précisément la fin des machines et une redéfinition dramatique de nos modes de vie. Loin de provoquer la « fin du travail », cela provoquerait désormais la nécessité, *pour tous*, de travailler à notre survie.

Contre l'esclavage moderne : le revenu universel ?

À l'heure où une partie des élites européennes se laisse fasciner par la dictature chinoise (au motif fallacieux qu'elle serait « plus efficace » que nos démocraties), le contre-exemple chinois doit nous aler-

8. Cf. François, lettre encyclique *Fratelli tutti*, § 50, 3 octobre 2020, sur www.vatican.va/content/vatican/fr.html

ter : face à la catastrophe écologique, nous n'avons pas beaucoup d'options disponibles. Ou bien une petite minorité s'entête dans l'erreur du modèle industriel du « monde d'avant » et n'aura d'autre recours que d'esclavagiser dans la violence les plus défavorisés pour préserver l'accès aux ressources à la minorité la plus favorisée, ou bien nous nous donnons les moyens de répartir de manière intelligente et juste la charge de travail humain supplémentaire qu'induit la transformation de nos sociétés vers des mondes *low-tech* et à faible empreinte matérielle. Dans tous les cas, *l'avenir n'est pas à la disparition du travail mais à son intensification*. Raison pour laquelle il est plus que jamais urgent de réfléchir à ce que peut signifier un « travail humain » d'un point de vue anthropologique, juridique et économique⁹. La manière dont, en France, à rebours des conclusions du rapport Borloo¹⁰, nous semblons parier sur l'ubérisation de l'économie en guise de politique sociale dans des quartiers populaires où les jeunes adultes sont supposés devenir « entrepreneurs d'eux-mêmes » est un contre-exemple éloquent : face à la perspective de devenir des chauffeurs de VTC à la merci du démantèlement du droit du travail orchestré par les pouvoirs publics, les jeunes des « quartiers » se rebellent et servent de proie facile aux manipulations de l'islamisme politique.

Parmi les outils dont nous disposons pour assurer un travail digne au plus grand nombre figure le « revenu universel ». On retient en général cinq critères pour le définir.

- Il s'agit d'abord d'un *paiement périodique* (par contraste avec le chèque de 900 dollars que le gouvernement australien avait adressé à ses citoyens en 2009 pour surmonter les conséquences du krach financier ou celui de 1 000 dollars que l'administration Trump vient d'envoyer aux ménages américains¹¹).

- C'est ensuite un *transfert monétaire*, et non en nature, ce qui laisse à chacun la liberté de faire ce qu'il veut de son argent mais suppose, par exemple, l'ouverture d'un compte en banque, une opération qui n'est pas acquise pour bon nombre des plus pauvres d'entre nous.

9. Pierre Musso et Alain Supiot (dir.), *Qu'est-ce qu'un régime de travail réellement humain ?*, Hermann, 2018.

10. Rapport qui n'a pas été mis en œuvre par le gouvernement d'Édouard Philippe. Cf. Jean-Louis Borloo, « Vivre ensemble, vivre en grand pour une réconciliation nationale », 7 août 2019, sur <https://cohesion-territoires.gouv.fr/>

11. Autant d'initiatives qui seraient bienvenues en zone euro aujourd'hui, cf. Nicolas Dufrene et Alain Grandjean, *La monnaie écologique*, Odile Jacob, 2020.

- Le troisième critère est un *versement individualisé*: le paiement se fait sur une base individuelle et non, par exemple, au niveau du ménage ou du foyer fiscal.

- Il doit être *universel*: aucune condition de ressources n'est imposée.

- Il doit enfin être *inconditionnel*: le paiement n'est adossé à aucune obligation pour le bénéficiaire, notamment celle de devoir chercher du travail.

Rappelons quelques ordres de grandeur. La Banque mondiale a pris l'habitude de fixer la ligne de pauvreté extrême au niveau d'1,9 dollar de revenu quotidien (en parité de pouvoir d'achat). Mais l'avis est largement partagé dans la profession des chercheurs en économie que cette convention sous-estime gravement les besoins réels d'un être humain en bonne santé, capable de mener une vie décente. Un revenu minimal de 7,40 dollars par jour semble nettement plus raisonnable¹². En 2018, plus de 4,2 milliards de personnes (60 % de la population mondiale) vivaient encore en dessous de ce seuil, et ce nombre va s'accroître fortement au cours des prochains mois du fait des conséquences catastrophiques du confinement. Quel flux annuel de revenu serait nécessaire pour permettre à cette population de vivre au-dessus d'un tel seuil? Sans entrer dans le détail des calculs de parité de pouvoir d'achat, on peut répondre que cela coûterait moins de 13 000 milliards de dollars. Cette somme paraîtra peut-être considérable à certains: elle est proche du produit intérieur brut (PIB) nominal de la Chine en 2018. Pourtant, une étude de l'ONG Oxfam¹³ montre que, la même année, le centile des individus les plus riches de la planète a perçu un revenu annuel de 56 000 milliards de dollars (soit 80 % du PIB mondial). Si l'on « prélevait » seulement un quart de ce revenu, cela permettrait de financer un revenu de base de 7,40 dollars par jour (et même davantage) pour la part de l'humanité qui en est privée. Après « prélèvement », le 1 % des hyperriches disposerait encore en moyenne de 47 500 dollars de revenu mensuel par personne. Ce qui devrait être suffisant pour leur permettre de continuer à mener une vie « digne »...

Certes, un tel « prélèvement » est politiquement difficile à mettre en pratique, en particulier dans des démocraties où les principaux

12. David Woodward, « *Incrementum ad Absurdum*: Global Growth, Inequality and Poverty Eradication in a Carbon-Constrained World », *World Social and Economic Review*, n° 4 (2015), 9 février 2015, sur <http://wer.worldeconomicsassociation.org/>

13. Oxfam, « Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent », 21 janvier 2018, sur www.oxfamfrance.org

médias, supposés animer le débat public, sont détenus par des membres de ce 1 % les plus riches. Toutefois, ces chiffres nous rappellent que, contrairement à une idée reçue, le problème du financement d'un revenu de base ne provient *pas* d'un « manque d'argent » mais bel et bien d'un compromis politique. L'imaginaire de la rareté qui nous fait volontiers penser qu'une proposition généreuse est impossible est trompeur : nous vivons sur une planète surabondante (quoique menacée par les dérèglements écologiques) et dans une économie mondiale très riche (mais qui risque de s'appauvrir considérablement à cause du confinement généralisé, de la déflation et du prochain krach financier). Cet imaginaire-là est du reste contradictoire : quand il s'agit de promouvoir des techniques profondément inégalitaires (la 5G, le télétravail...), soudain, nous imaginons un monde de contes de fées délesté de toute empreinte matérielle ; mais, dès qu'il s'agit d'organiser le partage dans le sillage de la « fraternité sociale » à laquelle invite *Fratelli tutti*, nous manquons cruellement de ressources.

Les deux types de revenu universel

Il faut distinguer au moins deux types de « revenu universel » : l'un, disons, de « droite », inspiré par des critères d'efficacité économique ; l'autre, « de gauche », animé par un désir de justice sociale. Cette distinction élémentaire oblige d'emblée à sortir des dichotomies faciles : le revenu universel n'est ni de droite, ni de gauche, il est transversal à nos catégories politiques traditionnelles.

La première sorte de revenu de base trouve son origine dans les travaux de l'économiste de Chicago, Milton Friedman¹⁴ (1912-2006), et a vocation à se substituer à tous les autres types de transferts sociaux, tout en rendant l'instauration d'un salaire minimum inutile. Ses promoteurs caressent ainsi l'espoir d'une flexibilisation supplémentaire du « marché du travail » et d'une baisse des budgets publics alloués à la solidarité, voire d'un abandon complet par l'État de son pouvoir de

14. *Capitalism and Freedom*, University of Chicago Press, 1963 et « The Case for the Negative Income Tax: A View from the Right », *Proceedings of the National Symposium on Guaranteed Income*, 9 décembre 1966, US Chamber of Commerce, Washington, DC. La proposition a été rapidement reprise par des économistes keynésiens, ce qui en signale l'ambivalence, dès l'origine : Peter M. Mieszkowski, Joseph A. Pechman et James Tobin, « Is a negative income tax practical? », *The Yale Law Journal*, n° 77 (1), 1967.

décision sur les revenus du travail des citoyens. La charité, « plus adaptable et flexible » que l'État providence, selon Friedman, retrouverait alors une place de choix dans la lutte contre la pauvreté. Les adversaires d'une telle proposition font valoir qu'elle équivaldrait à garantir un revenu minimal de subsistance permettant de réduire en esclavage « l'armée de réserve » des citoyens contraints de s'embaucher à n'importe quel prix pour pouvoir sortir de la grande misère. Cette ambiguïté explique que certains milieux d'extrême droite et certaines voix postlibérales¹⁵ puissent se dire sincèrement favorables au revenu universel. Loin de freiner le glissement de nos sociétés vers des formes renouvelées d'esclavage, un tel revenu de subsistance en accélérerait la dérive.

« Même dans les pays riches, un revenu universel sonnerait le glas des bullshit jobs »

Indépendamment de l'exploitation politique d'un tel revenu de base, sa force réside dans sa simplicité : l'absence de toute forme de conditionnalité permet de court-circuiter l'éventuelle inefficacité des procédures administratives nécessaires pour identifier les ayants droit des transferts sociaux traditionnels dont on sait que, trop souvent, ils renoncent à bénéficier des aides auxquelles, pourtant, ils ont droit. Par conséquent, plus l'administration publique d'un pays est défaillante ou le système de transferts sociaux fragile (voire inexistant), plus l'option d'un revenu universel est pertinente. C'est la raison pour laquelle, quelle que soit leur sensibilité politique, plusieurs économistes recommandent la mise en place d'un tel revenu dans la plupart des pays du Sud globalisé¹⁶.

Le second type de revenu universel est notamment défendu, au moins depuis 1986, par Guy Standing, l'un des fondateurs du *Basic Income Earth Network* (BIEN)¹⁷. À la différence du premier, il serait additionnel (et non substituable) aux transferts sociaux déjà en place (quand ils existent). Il constituerait alors un excellent moyen de résoudre les problèmes croissants d'insécurité financière des classes

15. Les qualifier de « néolibérales » est également trompeur : ces voix ne sont pas les héritières du libéralisme des Lumières mais en sont les fossoyeuses. Cf. G. Giraud, *Composer un monde en commun*, op. cit.

16. Maitreesh Ghatak et François Maniquet, « Universal Basic Income : Some Theoretical Aspects », *Annual Review of Economics*, n° 11, 2019, pp. 895-928.

17. <https://basicincome.org/> - Voir la vidéo de l'intervention de Guy Standing au Forum de Davos 2017, sur www.ubi.org

moyennes et populaires et, surtout, rendrait possible un autre rapport au travail. L'inhumanité de certaines conditions de travail – dont la tragédie du Rana Plaza, au Bangladesh en 2013, est devenue le symbole – est bien évidemment due à la nécessité, pour ceux qui ne disposent d'aucune autre solution, de s'embaucher à n'importe quel prix pour survivre. Même dans les pays riches, un revenu universel sonnerait le glas des *bullshit jobs*¹⁸ dont souffre une part croissante des employés de nos administrations privées et publiques : si j'ai les moyens de vivre sans cela, pourquoi devrais-je accepter de faire un travail qui est socialement inutile et qui me rend malade ? Un tel dispositif renverserait donc les termes de la négociation implicite dans toute relation d'embauche, qu'elle soit formalisée par un contrat légal ou non – et c'est le point essentiel sur lequel insiste Jean-Marc Ferry, à juste titre¹⁹.

Les vertus attribuées par ses défenseurs au revenu universel « progressiste » sont souvent questionnées par leurs adversaires : un tel revenu ne fournirait-il pas un alibi pour ne plus travailler ? Loin de renforcer les liens sociaux, ne provoquerait-il pas la dissolution des relations humaines ? Derrière ces interrogations, on devine deux philosophies politiques radicalement opposées : d'un côté, celle d'un Thomas Hobbes (1588-1679) ou d'un John Locke (1632-1704) pour qui l'homme est un « loup » solitaire qui ne s'engage dans des relations avec autrui que s'il y trouve son intérêt individuel ; de l'autre, celle d'une anthropologie relationnelle qui appartient à la grande tradition chrétienne et que *Fratelli tutti* remet à l'honneur avec vigueur²⁰. Dans cette seconde optique, ce n'est que sur le fond de relations sociales constitutives de l'humanité comme telle que peut s'opérer le réductionnisme cynique en quoi consiste la poursuite de mon intérêt particulier. La logique d'équivalence de nos contrats n'a de sens que *de l'intérieur* d'une logique de la surabondance gratuite qui est le secret de toute relation humaine et dont le postlibéralisme entend se dispenser²¹.

Comment trancher le débat induit par la confrontation de ces deux types d'anthropologie ? Depuis le début des années 2010, on observe dans différents pays un début d'expérimentations du revenu

18. David Graeber, *Bullshit Jobs. A theory*, Simon & Schuster, 2018.

19. J.-M. Ferry, *op. cit.*, p. 177.

20. Pour une théologie systématique associée à une anthropologie relationnelle, voir Christoph Theobald, *Selon l'Esprit de sainteté. Genèse d'une théologie systématique*, Cerf, « Cogitatio Fidei », n° 296, 2015.

21. G. Giraud, « La charité, fondement du marché », *Sociétal*, n° 57, troisième trimestre 2007.

de base. Celles-ci témoignaient, dès avant la pandémie, d'un intérêt croissant pour une telle mesure²² mais ont révélé, parfois, un vrai manque d'ambition de la part des gouvernements et la violence du débat politique qui entoure ces expériences : quoique limitées dans leur ampleur, plusieurs d'entre elles ont été interrompues avant leur terme. Ainsi, au Canada, l'*Ontario Basic Income Pilot Project*, lancé en 2018 pour

« De nombreuses expérimentations de transfert monétaire se sont révélées fructueuses en Namibie, en Inde et dans une douzaine de pays »

tester sur quatre mille Canadiens l'impact de la mise en place d'un revenu de base, a été annulé après seulement quelques mois par le Parti conservateur nouvellement élu. L'objectif était de tester l'effet d'un revenu de base sur la sécurité alimentaire, le stress, l'anxiété, la santé (y compris mentale), le logement, l'éducation et la participation au monde du travail²³. S'il est évident qu'un revenu universel serait nuisible pour tous, pourquoi ne pas laisser l'expérimentation en faire la démonstration ? Les expérimentations autour d'un salaire minimum (ou de son augmentation) ont montré bien souvent le contraire de ce qui était prédit par les économistes *mainstream*²⁴ : une augmentation générale des salaires *et* du nombre d'heures travaillées ainsi qu'une *réduction* du chômage²⁵. Certains seraient-ils effrayés à l'idée que la démonstration puisse être faite *in vivo* qu'un revenu de base permettrait de relancer l'emploi ?

En 2014, une expérimentation indienne s'était fixé l'objectif de tester le revenu universel comme moyen d'introduire des liquidités dans des milieux où les échanges monétaires sont peu nombreux. Les conclusions de cette expérience qui, elle, a pu être menée jusqu'au bout, sont nuancées mais extrêmement positives, suggérant que, du fait des retombées que le revenu universel rend possible dans l'ensemble d'une société, sa « valeur » économique excède largement le

22. Voir, par exemple, le rapport commandé par l'Écosse : Aima Ahmed, Ian Burbidge, Jamie Cooke et Anthony Painter, « A basic income for Scotland », Action and Research Centre, mai 2019, sur www.thersa.org

23. « Ontario Basic Income Pilot », 24 avril 2017, sur www.ontario.ca (en anglais).

24. C'est-à-dire dont le cadre d'analyse est issu de l'économie néoclassique. Cf. G. Giraud, « Crise de la science économique », *Médiapart*, 1^{er} décembre 2015, sur <https://blogs.mediapart.fr/>

25. Paul Constant, « New UW Report Finds Seattle's Minimum Wage Is Great for Workers and Businesses », *Civic Skunk Works*, 22 juillet 2016, sur <https://civicskunk.works/>

montant nominal alloué à chaque bénéficiaire²⁶. Enfin, de nombreuses expérimentations de transfert monétaire se sont révélées fructueuses en Namibie, en Inde et dans une douzaine de pays des Suds. Au point qu'après des décennies de sarcasmes, certains y voient désormais la clef du « développement »²⁷.

Les communs contre la privatisation du monde

L'expérience menée en Alaska depuis 1982 mérite une mention particulière. Chaque année, en effet, une fraction des dividendes pétroliers de l'État est distribuée aux résidents, de manière inconditionnelle et sur une base individuelle. Les montants – entre 1 000 et 2 000 dollars par an en fonction des périodes²⁸ — sont de l'ordre de grandeur du seuil de pauvreté de 7,40 dollars par jour que j'ai mentionné plus haut (et sont faibles, bien sûr, au regard du niveau de vie moyen actuel des États-Unis). Mais le plus intéressant est le mode de justification invoqué par l'État d'Alaska : il s'agit d'une compensation versée à tous pour le droit à l'exploitation d'un mal *commun*, le pétrole, dont tous subissent les retombées catastrophiques. Pourquoi ne pas imaginer qu'une fraction des revenus retirés de l'exploitation de nos communs mondiaux (ici, la destruction du climat) soit redistribuée de manière à financer un revenu de base ? Ne serait-ce pas une manière concrète et efficace d'honorer la destination universelle des *biens* (un climat sain) chère aux Pères de l'Église et à la doctrine sociale de l'Église ? Par exemple, une taxe carbone mondiale (fortement préconisée par la commission Stern-Stiglitz à laquelle j'ai pris part en 2017²⁹) de 120 € par tonne de CO₂ (le niveau actuel de la taxe carbone en Suède), appliquée aux cent multinationales responsables de 70 % des émissions, permettrait de dégager 3 100 milliards de dollars par an. Étendue à la totalité des émissions, une telle fiscalité fournirait environ 4 430 milliards. Gérées par un Fonds international (éventuellement sous la tutelle de l'ONU après que les Nations unies, actuelle-

26. Guy Standing, « Why Basic Income's Emancipatory Value Exceeds Its Monetary Value », *Basic Income Studies*, n° 10 (2), 23 octobre 2015, sur www.degruyter.com

27. « Just Give Money to the Poor: the Development Revolution from the Global South », an excellent overview of cash transfers », 24 mai 2010, sur <https://oxfamblogs.org/wp2p/>

28. Taylor Jo Isenberg, « What a New Survey from Alaska Can Teach Us about Public Support for Basic Income », *Medium*, 28 juin 2017, sur <https://medium.com/economicsecproj>

29. Interview de Nicholas Stern et Joseph Stiglitz, « Report of the high-level commission on carbon prices », vidéo sur www.carbonpricingleadership.org

ment paralysées par la pandémie, se seront réformées pour donner toute leur place aux pays émergents des Suds, sans pour autant se laisser instrumentaliser par Pékin), ces recettes pourraient être distribuées aux populations qui vivent en dessous du seuil de pauvreté³⁰. Elles ne suffisent pas pour sortir toute l'humanité de l'extrême pauvreté? Qu'à cela ne tienne: une fiscalité à 27 % imposée sur les 32 000 milliards de dollars qui sont actuellement dissimulés dans des paradis fiscaux suffirait à combler ce qui manque pour que tout le monde vive avec plus de 7,40 dollars par jour. Les rentes retirées de la propriété de la terre, des forêts ou même les déchets (un mal commun) pourraient tout aussi bien faire l'objet d'un impôt mondial. Financé de la sorte et appliqué aux pays pauvres des Suds les plus durement touchés par le dérèglement écologique, un revenu de base (additionnel) romprait avec la logique perverse de privatisation du monde que dénonce le premier chapitre de *Fratelli tutti* et qui se solde aujourd'hui par un second mouvement d'enclosure touchant désormais les services écosystémiques, le génome, l'utérus des mères porteuses, la propriété intellectuelle et artistique et potentiellement toutes les activités humaines – et dont l'esclavage est la forme ultime.

Pour sortir des seuls chiffrages incantatoires, l'option retenue doit l'être au terme d'une concertation avec toutes les parties prenantes. S'il devait n'être que partiellement universel, de nombreuses autres questions se poseraient en effet au sujet des bénéficiaires d'un revenu de base: doit-on, par exemple, le réserver aux adultes de moins de vingt-cinq ans dont tout laisse à penser que la plupart auront d'extraordinaires difficultés à trouver un emploi décent en Europe et ailleurs, au cours des prochaines années? Aucun discernement collectif fécond ne pourra être mené sur ces questions fondamentales tant que celles et ceux d'entre nous qui sont relégués à la périphérie ne pourront y prendre une part active (y compris et surtout la jeune génération). Comme l'écrit le pape François dans son adresse aux travail-

« **Quels moyens prenons-nous pour que nos décideurs se mettent à l'écoute des victimes du dérèglement écologique ?** »

30. La proposition de financer un revenu de base partiel par une taxe carbone a été faite par deux anciens secrétaires d'État républicains et Henry Paulson. Cf. Michael Howard, « Conservative Carbon Dividend Proposal is a Welcome Development for Introduction of Partial Basic Income », BIEN, 11 février 2017, sur <https://basicincome.org/>

leurs des mouvements d'action populaire: « Votre attitude m'aide, m'interroge et m'apprend beaucoup » (je souligne). Quels moyens prenons-nous pour que nos décideurs se mettent à l'écoute des victimes du dérèglement écologique? En outre, puisque la grande question qui est devant nous est celle du partage d'une *intensification du travail rendue nécessaire par la catastrophe écologique et la raréfaction des ressources non renouvelables*, la question d'un revenu universel doit être articulée à celle, plus vaste, de l'octroi d'un travail décent pour tous. Le succès rencontré par les expérimentations des « territoires zéro chômeur de longue durée³¹ » s'appuie justement sur une démarche consistant à se mettre à l'écoute des « galériens » que le « marché du travail » contemporain rejette à ses frontières. Il suggère que la perspective de pouvoir éradiquer le chômage de masse n'est nullement une utopie. Articulées à une offre publique de formation professionnelle orientée vers les métiers de la reconstruction écologique du continent européen, ces expériences laissent entrevoir une autre perspective au moins aussi intéressante que celle du revenu universel: celle d'un emploi pour tous.

Gaël GIRAUD



Retrouvez le dossier « **Questions sociales en France** »
sur www.revue-etudes.com

31. Site www.tzcltd.fr. Cf. Jean-Christophe Sarrot, « L'expérimentation "Territoires zéro chômeur de longue durée" », *Études*, n° 4270, avril 2020, pp. 53-64.